

Note d'information sur la crise financière

N°. 1/ Janvier 2010

L'Afrique au lendemain de la crise financière mondiale: Défis à venir et le rôle de la Banque

Banque Africaine de développement

Comité de Rédaction

Ndikumana, Léonce
Kamara, Abdul B.
Chouchane, Audrey
Mafusire, Albert

Droits et autorisations

Tous droits réservés.

Le texte et les données dans cette publication peuvent être reproduits tant que la source est citée.

Les notes d'information sur la crise financière (NICF) sont produites par le Complexe de l'Economiste en Chef (ECON) avec la collaboration d'autres départements de la Banque africaine de développement. Ce numéro a été produit conjointement par ECON, le Département des Opérations du Secteur Privé et le Complexe des Finances.

Droits d'auteur © Banque Africaine de Développement 2009

Les NICF ont pour but de présenter l'analyse des expériences et des leçons émergeant de la crise financière, de manière à encourager le débat politique qui mène à la recherche de solutions durables à la crise.

Les résultats, les interprétations et les conclusions exprimées dans les documents de travail de la Banque sont entièrement ceux de (des) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement l'avis de la Banque africaine de développement, son Conseil d'administration, ou les pays qu'ils représentent

Les notes d'information sur la crise financière sont disponibles en ligne à <https://www.afdb.org/>

L’Afrique au lendemain de la crise financière mondiale :

Défis à venir et le rôle de la Banque

janvier 2010

Introduction

2010 est une année critique pour l’Afrique comme le continent tente de sortir d’une crise, qu’il n’a pas créée et d’aller de l’avant avec son programme de développement. C’est dans ce contexte que la présente note a été établie pour : i) évaluer l’état et les perspectives des économies africaines ; ii) exposer la réponse que la Banque africaine de développement a apporté à la crise, en appui à ses Etats membres régionaux (PMR) ; et iii) analyser les principales mesures à prendre pour aider l’Afrique à sortir de la crise et à renouer avec une croissance de long-terme forte et durable. Cette note met tout particulièrement l’accent sur ce que la Banque, en partenariat avec la communauté internationale, peut faire pour ramener le continent sur la voie d’une croissance forte et durable.

1. Avant la crise l’Afrique figurait parmi les régions en très forte croissance

1.1 Une croissance rapide et généralisée avant la crise

- Durant 2000 – 2008, l’Afrique figurait parmi les régions du monde en très forte croissance (Figure 1). Des politiques macroéconomiques prudentes et des réformes ajoutées à des conditions extérieures favorables, ont permis à la région d’enregistrer les taux de croissance les plus fortes des 30 dernières années.
- La croissance a été non seulement forte mais généralisée – 40 % des pays africains (représentant environ 70 % de la population du continent) ont enregistré en moyenne une croissance de 5 % ou davantage entre 2000 et 2008 (Figure 2).
- Toutefois, exprimé en PIB par habitant, la croissance de l’Afrique était encore inférieure à celle de la plupart des régions en développement. De plus, les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté ont été lents, jusqu’à 73 % de la population de l’Afrique subsaharienne vivent encore avec deux dollars, voire moins, en 2008, contre 76 % en 1990.

1.2 Renforcements de la stabilité macroéconomique

- Entre 2000 et 2008, l’Afrique a connu une période de forte croissance, tandis que l’inflation se stabilisait à un chiffre. C’était le cas dans plus de la moitié des pays africains, malgré la hausse des cours mondiaux des denrées alimentaires et de l’énergie en 2007 et sur une partie de 2008 (Figure 3). En effet, le boom des matières premières, joint à la prudence des politiques macroéconomiques, a permis d’améliorer la situation macroéconomique sur tout le continent (Figure 4). Nombre de pays africains ont également bénéficié d’un allègement de

dette, ce qui a entraîné la réduction du fardeau de leur dette. Sous l'effet de ces facteurs, l'Afrique était en meilleure position qu'avant la crise du début des années 1990 (Figure 5). Plus particulièrement, la constitution de réserves a permis aux pays exportateurs de pétrole de gérer la volatilité des recettes plus efficacement que par le passé (Figure 6).

2. L'Afrique a été durement frappée par la crise

2.1 Les effets de la première onde de choc ont été limités

La croissance rapide que l'Afrique a connue dans les années 2000 a été brutalement interrompue en 2009 par la crise. Au début de cette crise, plusieurs économistes ont sous-estimé son impact probable sur l'Afrique, en raison de la faible intégration de ce continent dans le système financier international. Toutefois, au début de 2009, il est apparu clairement que la crise avait des effets marqués sur l'ensemble du continent, à travers le commerce, le flux des capitaux, le tourisme et d'autres canaux du secteur réel. Avec un approfondissement de la crise, il s'est posé la question fondamentale de savoir comment contenir son impact à plus long terme, et préserver les récents acquis économiques du continent.

Cependant, l'on a constaté que ce n'était pas tous les pays qui avaient été à l'abri même des premiers effets de la crise financière. Par exemple :

- L'Afrique du Sud, déjà en 2008, a connu un « arrêt brutal » des flux de capitaux. Les émissions d'actions et d'obligations à l'extérieur, qui avaient atteint environ 20 milliards de dollars EU en 2007, ont chuté à moins de 4 milliards de dollars en 2008.
- Plusieurs pays ont vu leurs indices boursiers dégringoler à la fin de 2008 et au cours du premier trimestre de 2009. Par exemple, les indices boursiers de l'Afrique du Sud et de l'Égypte ont enregistré des pertes équivalentes à celles d'autres marchés émergents, même s'ils ont commencé à se raffermir lentement depuis le deuxième trimestre de 2009.
- Les banques nigérianes ont eu des difficultés pour accéder à des lignes de crédit commercial aux États-Unis et en Europe. En août 2009, la Banque centrale du Nigéria a dû injecter des fonds dans le système bancaire, tandis que cinq des principales banques nigérianes affichaient des pertes imputables aux montants excessifs de leurs prêts au secteur de l'énergie, et à l'éclatement de la bulle spéculative du marché boursier.

Enfin, les secteurs financiers de plusieurs pays ont subi les effets de la deuxième onde de choc en raison de l'affaiblissement du secteur réel. Par exemple, le secteur bancaire au Ghana a pâti de la baisse de rentabilité et de l'accroissement des actifs non productifs, qui ont représenté presque 10 % du total des actifs en mars 2009.

2.2 L'impact de la crise a été différé mais il est profond et varié

2.2.1 Ralentissement général marqué de la croissance

La crise a frappé le continent essentiellement à travers les canaux réels, notamment la détérioration sensible dès termes de l'échange et la réduction de la demande pour les produits d'exportation (Figures 7a et 7b), la contraction des investissements directs étrangers, des envois de fonds par les émigrés, des activités touristiques (Figure 8) et, sans doute aussi, le flux de l'aide. Cependant les canaux financiers sont devenus aussi importants, car la raréfaction du crédit sur les marchés financiers internationaux a limité l'accès du continent au crédit commercial.

La crise a entraîné une baisse marquée de la croissance de l'Afrique en 2009. A mesure qu'elle s'installait, les perspectives de croissance de 2009 se sont dégradées, passant des 2,8 % prévus par la Banque en février 2009 et des 2,3 % inscrits dans les révisions de mai à seulement 2 % selon les prévisions de l'institution en octobre (Figure 9). Ce taux de croissance implique qu'en 2009, l'Afrique a enregistré la première baisse du PIB réel par habitant de la décennie. Les perspectives pour 2010 se sont améliorées mais pas sensiblement. En raison de la reprise prévue de l'économie mondiale et des réponses apportées à la crise sous forme de nouvelles politiques à l'échelle nationale, le taux de croissance de l'Afrique devrait s'établir à 4,1 % en 2010, encore bien en deçà des taux de croissance des années d'avant-crise.

2.2.2 Effets variés sur la croissance

L'impact de la crise sur la croissance a aussi varié considérablement selon les pays. Alors que de nombreux pays ont connu une détérioration brutale de leurs perspectives de croissance, d'autres ont continué d'enregistrer des améliorations. En fait, seuls six pays sur les 51 que compte l'Afrique ont enregistré une contraction de leur croissance en 2009 par rapport à 2008. Cette performance est louable surtout lorsqu'on la compare à celle des pays membres de l'OCDE où le PIB de tous les pays, à l'exception de deux d'entre eux (Australie et Corée du Sud), s'est contracté.

En Afrique, deux groupes de pays ont été fortement touchés : i) les marchés émergents et les marchés frontières, tels que l'Afrique du Sud ou les Seychelles ; et ii) les pays riches en ressources, tels que l'Angola ou le Botswana. C'est ainsi que certains des pays, qui ont connu une croissance très forte en 2008, ont enregistré des baisses brutales en 2009. Il s'agit notamment du Botswana, l'une des brillantes réussites d'Afrique, dont le PIB a chuté de 7,3 % en 2009. Le défi majeur pour le Botswana dans les années à venir est de diversifier sa production et la base de ses exportations afin de réduire la fluctuation de leur croissance. S'agissant des pays exportateurs de pétrole, l'on peut citer la croissance de l'Angola qui s'est effondrée, passant du taux de 14 % en 2008 à une stagnation en 2009, tandis que la croissance de la Guinée équatoriale est passée d'un taux positif de 12 % en 2008 à un taux négatif de 4,1 % en 2009. Par contre, les pays moins nantis en ressources, tout comme les pays enclavés, ont relativement mieux supporté le ralentissement de l'activité économique mondiale (Figure 10). De même, la croissance du PIB sur les marchés émergents et les marchés frontières a fléchi plus rapidement que dans le reste de la région, en raison de l'ouverture relative de leurs économies.

Lorsqu'on procède à une analyse basée sur les niveaux de revenu, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont enregistré une contraction de 0,5 % (moyenne non pondérée) en 2009, induite par une baisse de la production en Afrique du Sud, au Botswana et aux Seychelles. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure¹ s'en sont mieux sortis, atteignant des taux de croissance de l'ordre de 3,8 % en 2009. En raison de leur faible intégration dans l'économie mondiale et d'une performance relativement meilleure en ce qui concerne les prix internationaux de certaines exportations agricoles comme le café ou le cacao durant la crise, les pays les plus pauvres ont montré qu'ils étaient les plus résistants et ont enregistré une croissance de 3,3 %, soit la baisse de croissance la plus faible, comparée au chiffre de 2008. Certes le ralentissement est moins prononcé dans les économies à faible revenu, mais il y est particulièrement préjudiciable, étant donné la situation de pauvreté généralisée et le risque d'inversion des politiques. Outre ces risques, dans les Etats fragiles, la dégradation des perspectives de croissance ouvre la voie à un retour éventuel à une fragilité plus grande.

2.2.3 Aggravation du double déficit

En 2009, du fait de la crise, l'Afrique a perdu environ 30 à 50 % de ses recettes d'exportation de 2008. En dépit d'un certain allègement de la facture des importations, dû à la baisse des prix des denrées alimentaires et du pétrole, la balance commerciale, d'une manière générale, s'est sensiblement détériorée (Figure 11).

Dans l'ensemble, le continent est passé d'un excédent du **compte des opérations courantes** de 3,4 % du PIB en 2008 à un déficit de 4,2 % en 2009. Encore une fois, l'on notait des disparités sensibles selon les pays et les groupes de pays. Les pays exportateurs de pétrole ont enregistré un déficit de 1,4 % du PIB en 2009, ce qui représente une détérioration majeure par rapport à l'excédent de 11 % enregistré en 2008. Dans le même ordre, les exportations de plusieurs pays importateurs de pétrole se sont également effondrées en raison de la contraction de la demande dans les économies avancées.

La baisse des recettes d'exportation, la contraction des envois de fonds par les émigrés et, dans certains cas, la réduction du volume de l'aide ont exercé des pressions sur **les taux de change**, ce qui a entraîné une dépréciation relative de la monnaie de nombreux pays africains par rapport au dollar. Le message ici est clair : si les investissements directs étrangers ne sont pas suffisants et si l'aide n'est pas disponible pour couvrir les déficits extérieurs résultant de la crise, les réserves en devises de l'Afrique, qui se sont constituées sur des années, pourraient fondre rapidement. Par exemple, les réserves publiques de l'Angola devraient baisser de 15 mois d'importations en 2008 à neuf mois en 2010. De même, au Tchad, les réserves devraient chuter de près de moitié, passant de quatre mois d'importations en 2008 à deux mois en 2010, tandis que les réserves du Ghana ont atteint un niveau précaire correspondant à près de deux mois d'importations pour les 12 mois écoulés.

De même, **le solde budgétaire** du continent devrait se détériorer, passant d'une situation excédentaire de 3,3 % du PIB en 2008 à un déficit de 4,2 % du PIB en 2009. L'espace budgétaire

¹ Ayant un PIB par habitant compris entre 786 et 3115 \$

a été particulièrement affecté à travers deux canaux : i) directement par les pertes de recettes, et ii) indirectement par les stabilisateurs automatiques associés au ralentissement de l'activité économique. Les recettes tirées des produits de base ont été les plus affectées, le solde budgétaire des pays exportateurs de pétrole passant d'une situation excédentaire de 6,6 % en 2008 à un déficit de 5,4 % du PIB en 2009. Les pays importateurs de pétrole ont également enregistré une aggravation de leur déficit budgétaire qui est passé de 1,3 % du PIB en 2008 à environ 2,7 % en 2009.

2.2.4 Conséquences sociales

Dans le monde entier, la crise se transforme désormais en une crise du chômage, suscitant de graves préoccupations. En Afrique, l'on estime que le chômage a augmenté de plus de 10 % entre 2008 et 2009. Par ailleurs, selon les prévisions de l'OIT, le nombre des actifs pauvres et celui des emplois vulnérables (travailleurs sans contrat formel) pourraient atteindre des niveaux sans précédent. Le nombre des actifs pauvres en Afrique pourrait augmenter pour s'établir à 35 millions et celui des emplois vulnérables, 31 millions de personnes sur la période 2007-2010.

2.2.5 Différences régionales – l'Afrique de l'Est s'en sort relativement mieux

L'impact de la crise sur la croissance a également varié d'un pays et d'une région à l'autre. En termes relatifs, l'Afrique de l'Est s'en est mieux sortie, avec une croissance du PIB réel de 4,5 % en 2009 (Figure 12). Certes l'inflation était à deux chiffres en 2008, mais elle devrait baisser sensiblement en 2010. La sous-région est également en meilleur état que d'autres, en ce qui concerne la situation du budget et du compte des opérations courantes. Pour ce qui est de l'Afrique de l'Est, en particulier le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, deux facteurs semblent avoir joué un rôle décisif dans le fait que ces pays aient vécu la crise sans trop de dégâts : i) une intégration régionale plus marquée, jointe à une dépendance moins grande à l'égard de l'économie mondiale, et ii) l'adoption dans les délais d'un plan de relance efficace, rendue possible par les politiques macroéconomiques prudentes d'avant-crise.

2.3 Deuxième onde de choc : la crise de la dette de Doubaï

La crainte d'une deuxième onde de choc de la crise est née le 25 novembre 2009 lorsque que Dubai World, la société phare Doubaï, a fait part de son intention de différer le service de sa dette de six mois, jusqu'à ce que la société soit restructurée. S'il est vrai que la dette de Doubaï est comparativement modeste, de l'ordre de 80 milliards de dollars, l'incertitude environnante a conduit les marchés financiers à travers le monde à réagir très négativement. L'Afrique s'en est échappée sans trop de dégâts même si Dubai World Group possède d'importants actifs à travers le continent, dont un patrimoine touristique en Afrique du Sud, aux Comores, à Zanzibar, à Djibouti et au Rwanda. Heureusement que les plans de restructuration ne concernent pas ce patrimoine et d'autres actifs qui sont financièrement stables tels que le Dubai Ports World, qui gère des installations au Sénégal, en Algérie et à Djibouti.

Bien entendu, ce ne sont pas tous les pays qui ont été à l'abri de la crise. Les marchés d'Afrique du Nord ont été les plus touchés car les investisseurs des pays membres du Conseil de coopération du Golfe s'étaient fortement engagés sur d'autres marchés arabophones, ce qui fait

que l'atténuation de l'attrait du Moyen-Orient aux yeux des investisseurs affecte les pays d'Afrique du Nord, dont l'Égypte et Maroc sont particulièrement touchés. S'il est vrai que d'autres pays du continent s'en sont mieux sortis, l'on s'est préoccupé du fait que la crise de la dette n'émousse l'appétit des investisseurs pour les marchés émergents. Ce serait particulièrement dommageable pour des pays comme l'Angola, le Sénégal et le Kenya, qui envisagent de mobiliser des ressources financières sur les marchés financiers internationaux en 2010.

3. Les pays africains ont répondu avec détermination mais prudence à la crise

3.1 Une large gamme de réponses, sous forme de politiques intérieures, à la crise

Comme c'est le cas dans d'autres régions, l'Afrique a adopté plusieurs instruments pour minimiser l'impact de la crise, y compris des mesures de relance budgétaire, l'assouplissement de la politique monétaire, l'assistance sectorielle ciblée, le contrôle des capitaux et de change, et de nouvelles réglementations dans le secteur bancaire. En outre, de nombreux pays (par exemple : Afrique du Sud, Tunisie et Maroc) ont pu puiser dans leurs réserves pour atténuer le choc. L'Afrique du Sud a destiné 100 milliards de dollars aux investissements publics sur la période 2010 - 2012 ; le Kenya a procédé à sa première émission d'obligations pour des infrastructures publiques ; l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie ont accru les dépenses publiques dans le domaine de l'infrastructure de 20 à 30 %, dans le cadre de leurs budgets de 2009-2010 pour renforcer la croissance économique ; la Tunisie a augmenté ses investissements publics de 20 % en 2009 pour compenser la baisse de 35 % des désinvestissements directs étrangers ; le Maroc devrait en faire de même pour 2010 ; le Botswana a reçu 1,5 milliard de dollars de la BAD pour appuyer le secteur privé à travers le développement des infrastructures.

Toutefois, ce ne sont pas tous les pays africains qui ont pu mettre en œuvre des politiques expansionnistes. Le Ghana ne pouvait pas se permettre un programme de relance économique en raison de sa marge de manœuvre limitée, avec un double déficit de 10 % du PIB chacun, au titre du budget et du compte des opérations courantes, tous les deux après dons, et avec une inflation de près de 15 %.

3.2 Les politiques de relance doivent être soigneusement choisies et coordonnées à l'échelle mondiale

Malgré les mesures positives prises par un certain nombre de pays, il est évident que les pays africains ne disposent pas de suffisamment de ressources pour compenser pleinement les effets de la crise. Certes, des réformes destinées à accroître la mobilisation des ressources intérieures étaient inscrites en bonne place dans les programmes d'action, mais les résultats prendront sans doute beaucoup de temps pour se concrétiser. Cette situation n'a pas laissé beaucoup de choix à la plupart des pays africains en ce qui concerne l'adoption de mesures budgétaires discrétionnaires contracycliques. De plus, même dans les pays où il est possible de mettre en œuvre des politiques expansionnistes, la question reste de savoir si les pays à faible revenu devraient consacrer les réserves accumulées pendant la période de forte expansion économique à l'atténuation des effets d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Cependant, même les pays qui disposent d'une marge de manœuvre pour adopter des mesures de relance budgétaire doivent procéder avec prudence. L'expérience dans les pays émergents montre que, certes les effets d'une relance budgétaire sont généralement positifs, mais qu'ils demeurent modestes, en particulier pour les petites économies ouvertes (tributaires des importations). Les programmes de relance budgétaire efficace doivent prévoir des mesures discrétionnaires ponctuelles, ciblées et temporaires (avec des options de désengagement précises).

À cet égard, il est rassurant de noter que les mesures adoptées par nos pays membres ont généralement été ponctuelles et bien ciblées. S'il est vrai que certaines mesures ont stimulé la demande intérieure (compensant la baisse des exportations), nombreuses sont celles qui visaient à éliminer les goulots d'étranglement en matière d'offre et à soutenir les activités économiques. Étant donné que la plupart de ces mesures sont temporaires, elles ne devraient pas avoir d'incidence sur les objectifs budgétaires à moyen terme.

En Afrique les mesures adoptées à l'échelle nationale doivent être coordonnées avec celles qui sont prises au niveau international étant donné que la relance économique mondiale est le préalable à la sortie du continent de la crise. De plus, il faut que les pays développés prennent l'engagement précis de ne pas adopter de mesure protectionniste quelconque, et de veiller à l'accroissement de leur demande pour les importations en provenance de l'Afrique.

4. Prévenir une crise de développement et restaurer une croissance forte après la crise

4.1 La relance en Afrique pourrait être retardée

Certes il existe des signes précoces de reprise au niveau mondial, des "signes d'embellie", mais il est encore trop tôt pour parler d'une reprise véritable. Pour l'Afrique, la vraie question est celle de savoir si et quand elle retrouvera la voie d'une croissance forte et durable. Une reprise atone au niveau mondial, jointe à l'amenuisement éventuel de l'appui des populations aux réformes à l'échelon national - effet secondaire possible de la crise mondiale -, pourrait compromettre les chances de croissance à plus long terme du continent. De plus, pendant les phases de décélération de la croissance, comme celle que l'Afrique connaît actuellement, certains des fondamentaux de l'économie peuvent être érodés, notamment la qualité des institutions, les flux des investissements directs étrangers, l'épargne et le capital humain, avec des conséquences éventuelles à long terme sur la croissance.

Ces pertes énumérées ci-dessus pourraient conduire à un rythme de croissance beaucoup plus lent au cours de la période post-reprise, entravant ainsi durablement le développement futur de certains pays. Si ce scénario se vérifiait et si les principaux inducteurs de croissance étaient entravés, la crise financière et économique mondiale pourrait se transformer en une crise de développement. Pour prévenir ce scénario, l'Afrique doit entreprendre des réformes ambitieuses pour éliminer les goulots d'étranglement d'ordre structurel et institutionnel. En outre, les actions des pays africains doivent être coordonnées avec celles des pays développés, qui viendraient le compléter, notamment sous forme d'engagements suffisants et de fourniture ponctuelle d'aide financière et d'assistance technique, ainsi que de mesures visant à assurer un accès suffisant au marché pour les produits africains.

4.2 Des réformes structurelles pour restaurer le potentiel économique de l'Afrique

S'il est vrai que les performances macro-économiques de l'Afrique avant la crise ont été impressionnantes, il n'en demeure pas moins que les progrès enregistrés en matière de réformes structurelles ont été mitigés. Bien que le continent soit de plus en plus ouvert aux échanges et à l'investissement direct étranger (IDE), la transformation structurelle, et en particulier l'industrialisation, reste limitée. En outre, le continent reste confronté à la faiblesse de ses infrastructures et de ses institutions, ainsi qu'aux insuffisances du climat des affaires (figures 13 et 14).

Les pays africains pourraient transformer cette crise en une opportunité permettant de restaurer leur potentiel économique et de mettre leurs économies sur la voie d'une croissance rapide. Pour y parvenir, il faudra mettre l'accent sur les réformes structurelles, notamment renforcer la concurrence dans le secteur financier, rationaliser les réglementations du marché du travail, développer les marchés financiers, consolider la gouvernance, favoriser le développement du secteur privé et promouvoir la diversification économique. Ces réformes doivent s'accompagner de mesures visant la mise en place de filets de sécurité sociale en faveur des couches les plus vulnérables de la population.

L'un des principaux défis qu'il faudra relever à moyen terme est de promouvoir le développement du secteur privé pour stimuler l'investissement, ce qui permettra de jeter les bases d'une croissance plus diversifiée dans les années à venir. L'amélioration du climat des affaires, y compris la mise en œuvre des droits de propriété et de la bonne gouvernance, est essentielle si l'on veut accroître la compétitivité. Quant au développement du secteur privé, il exige un accès suffisant au capital. Par conséquent, les échanges de valeurs mobilières, en capital-risque ou sous d'autres formes de financement à long terme, doivent davantage être développés.

Les pays ayant des secteurs financiers plus développés et une forte proportion de capitaux étrangers ont pris des mesures visant à protéger les banques nationales contre l'impact de la crise financière. Comme dans d'autres économies de marché émergentes, la coopération en matière de surveillance financière et de prévention des crises entre les sociétés mères des banques étrangères et les succursales nationales revêt une importance capitale en Afrique. L'amélioration des connaissances financières de l'ensemble des acteurs du marché, en particulier leur sensibilisation aux risques liés aux différentes formes d'emprunts (y compris en monnaie étrangère et/ou à taux variable) doit également être encouragée.

4.3 Des besoins financiers importants

L'Afrique est une victime innocente de la crise. Pour éviter que la crise fasse dérailler le continent de sa trajectoire de forte croissance et pour préserver les acquis en matière de réduction de la pauvreté, d'importantes ressources financières extérieures sont requises. Il est estimé que le continent aurait besoin d'à peu près 50 milliards de dollars par an pour atteindre les taux de croissance nécessaires pour réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. Les besoins estimatifs pour combler le déficit de financement des infrastructures se situent entre 50 million et 100 million de dollars.

Certes, les besoins financiers qui permettraient d'atténuer les conséquences économiques et sociales de la crise sont considérables, mais il faudra les trouver. L'Afrique ne peut être

abandonnée à son sort, ni considérée comme la dernière priorité, face à une crise venue d'ailleurs, en l'occurrence du monde développé. Évidemment, il sera plus difficile de mobiliser un soutien financier accru et d'autres formes d'appui en cette période marquée par des difficultés économiques dans les pays donateurs, mais les retombées d'une aide qui permettrait à l'Afrique de relever ce défi sont également très importantes, vu le potentiel de croissance du continent et l'amélioration des capacités de gestion dont les États africains ont fait preuve ces dernières années.

La communauté internationale a largement reconnu, au plus haut niveau décisionnel, que l'Afrique a subi de plein fouet les contrecoups d'une crise qu'elle n'a pas déclenché. Aider l'Afrique à surmonter les défis posés par la crise n'est pas seulement un impératif moral pour les pays avancés, mais une telle démarche s'inscrit également dans la perspective à long terme d'une économie mondiale stable et prospère. Face à cette crise et aux défis qu'elle entraîne pour l'Afrique, une solution globale s'impose. Elle doit s'appuyer sur une coopération internationale accrue et plus inclusive. L'Afrique doit en être une composante essentielle. C'est dans ce contexte que la Banque africaine de développement peut jouer un rôle clé.

5. Le rôle de la Banque africaine de développement

5.1 Concevoir les réponses de la Banque - partenariats et dialogue renforcé sur les politiques

Dès le début de la crise, la Banque a utilisé son pouvoir de rassemblement, en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Commission de l'Union africaine et le Président du NEPAD, pour faciliter les débats sur les réponses stratégiques appropriées et lancer des appels pour la mobilisation de l'aide internationale en faveur du continent. C'est ainsi qu'en novembre 2008, une conférence des ministres africains des Finances a été organisée. Le Comité des dix, composé des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales, a ensuite été créé pour formuler des orientations et des conseils sur les réponses politiques à apporter à la crise. Les produits de connaissance de la Banque ont servi de base analytique aux débats et à l'évaluation des options stratégiques dans le sillage de la crise. De concert avec ses partenaires, la Banque a joué un rôle clé en contribuant à l'élaboration de la position de l'Afrique lors du G20. En tant que continent, l'Afrique a pu parler d'une seule voix et la communauté mondiale les points de vue de la Banque très au sérieux, comme en témoignent les déclarations du G-20 et les engagements mondiaux en faveur de nouveaux financements.

Toutefois, des préoccupations majeures subsistent. Malgré les ressources considérables mobilisées grâce au processus du G20, seule une faible proportion de ces nouveaux financements sera canalisée vers les pays africains. En outre, les nouvelles ressources mises à la disposition du FMI sont essentiellement de courte durée. Elles ne sont donc pas adaptées aux besoins spécifiques du continent qui sont plutôt d'ordre structurel. Le continent a besoin de financement pour remédier aux contraintes en matière d'offre - en particulier les infrastructures - et d'appui au commerce. À cet égard, de nouveaux financements prévisibles à long terme, qui n'ont pas été annoncés dans le processus du G20, seront nécessaires.

Autre question importante non résolue que le sommet du G20 d'avril n'a pris aucun engagement visant à apporter d'autres changements au système des quotas du FMI, ce qui a pour effet de

marginaliser l'Afrique dans une institution financière internationale de premier plan. Les solutions proposées pour remédier aux lacunes observées dans la gouvernance de ces institutions sont largement insuffisantes au regard des besoins du continent. D'autres actions sont donc nécessaires pour permettre à l'architecture financière mondiale de répondre aux attentes de tous.

La Banque a fait de son mieux pour soutenir le continent d'une part en optimisant ses ressources et d'autre part en consolidant les partenariats. La Banque a fait preuve de diligence et de souplesse face aux crises alimentaire, énergétique et financière de 2008-2009, en concentrant les ressources en début de période, en fournissant des ressources supplémentaires aux opérations d'appui budgétaire, en mettant en place une facilité pour le commerce, et en procédant à la restructuration du portefeuille pour libérer des ressources supplémentaires. Plus précisément, l'efficacité de la Banque, à ce jour, face à la crise peut être attribuée à quatre facteurs importants: (i) la Banque a pleinement joué son rôle de rassembleur et de courtier honnête pour galvaniser à la fois les Africains et la communauté internationale face à la crise, (ii) au plan interne, la Banque a préconisé une réponse souple à la crise, comprenant la concentration des ressources en début de période et des projets de restructuration visant à canaliser les ressources là où on en a le plus besoin, (iii) la Banque est disposée à s'associer avec d'autres partenaires pour juguler la crise. Un certain nombre d'initiatives ont été cofinancées avec d'autres donateurs, notamment le Programme de liquidité pour le commerce mondial (GTLP) administré par la SFI, dont l'objectif est de s'assurer que le financement du commerce continue en Afrique, et (iv) la Banque a relancé les études analytiques et les activités visant à générer le savoir pour répondre aux besoins spécifiques de ses pays membres régionaux durant la crise. Dans l'avenir, l'assistance de la Banque aux pays membres pourrait être encore plus efficace si sa base financière était suffisamment renforcée pour répondre aux besoins supplémentaires créés par la crise. Cet aspect est abordé plus en détail dans la suite du document.

5.2 Préparation et Capacité de la Banque

Malgré les difficultés rencontrées, la Banque africaine de développement a rapidement acquis une réputation d'efficacité dans sa réponse à la crise. Lorsque les crises alimentaire et pétrolière ont frappé le continent il y a deux ans, la Banque a réagi rapidement et avec souplesse. La Banque a pu tirer les enseignements de cette expérience pour faire face à la crise actuelle, malgré l'absence d'instruments appropriés et en dépit des ressources limitées. Les ressources existantes étaient chargées-de-devant, notre portefeuille restructuré et les délais de traitement raccourcis. La Facilité de liquidité d'urgence, créée pour aider à injecter des liquidités dans nos économies à mesure qu'elles se raréfiaient à l'échelle mondiale, s'est avérée opportune, bien qu'insuffisante au regard de la demande croissante émanant des PMR. En outre, pour répondre aux contraintes du marché dues à la crise, et notamment à la pénurie de financements en faveur du commerce, la Banque a lancé, au début de 2009, une initiative multi-phases pour le financement du commerce, d'un montant de 1 milliard \$ EU. La Banque a fourni à la fois des fonds et joué un rôle de catalyseur dans la mobilisation des financements auprès d'organisations sœurs et d'institutions financières privées. Cette initiative a fortement stimulé les échanges et les investissements dans nos PMR.

5.3 Intensification des opérations du secteur privé

La consolidation des opérations du secteur privé se poursuit. Selon les projections du plan d'activités 2008-2010, le volume des opérations approuvées devrait passer de 700 millions d'UC en 2008 à 850 millions en 2009, pour atteindre 1 milliard en 2010. Toutefois, en réponse à la crise financière mondiale, le Conseil a approuvé de nouvelles opérations, portant ainsi le volume des approbations à 882 millions d'UC à la fin juillet 2009, soit 104% de l'objectif global annuel. Sur ce montant, 388 millions d'UC sont allés au financement du commerce et 65 millions aux opérations de liquidités d'urgence, deux instruments de décaissement plus rapides et plus souples. Au bout du compte, à la fin 2009, les approbations de nouveaux prêts et opérations d'investissement et les nouveaux dons au titre de l'assistance technique (AT) se sont élevées à 1,2 milliard d'UC, chiffre largement supérieur à l'objectif d'avant-crise.

Les opérations du secteur privé (OSP) menées avec les institutions financières ont représenté 53% des nouvelles approbations, suivie de l'infrastructure (25%) et des industries et services (22%). Cette concentration des opérations en faveur des institutions financières traduit l'impact à court terme de la crise financière, et la nécessité de répondre aux difficultés rencontrées par les opérateurs du secteur privé pour accéder au crédit international.

Compte tenu de l'accent mis par la Banque sur le développement, les opérations approuvées en 2009 ont été dominées par les programmes et projets régionaux dans les pays à faible revenu. En conséquence, ces opérations représentent 70% du portefeuille (y compris la part des opérations régionales et multi-pays ciblant des pays à faible revenu).

Dans le sillage d'un accroissement des opérations du secteur privé et d'une confiance accrue dans la Banque, les pays membres non régionaux se sont engagés à fournir des ressources supplémentaires comme suit: Japon - un don de 30 millions de dollars EU pour le FAPA (Fonds d'assistance technique) ; France - une contribution de 11 millions d'euros pour les programmes liés aux envois de fonds; Espagne - une enveloppe de 15 millions d'euros sur 3 ans en faveur de la microfinance ; Danemark - 67 millions d'euros pour un Fonds africain de garantie pour les PME et 40 millions d'euros pour un programme d'énergies renouvelables, sur la période 2010 - 2014. En outre, le Canada a fourni des ressources pour lancer le Partenariat pour le financement en Afrique (AFP) ; la Finlande a, pour sa part, parrainé un conseiller principal pour le développement du secteur privé et les Pays-Bas ont fourni des fonds destinés à financer des spécialistes en partenariat public-privé (PPP).

Outre l'intensification de ses opérations du secteur privé, la Banque joue de plus en plus un rôle de premier plan au sein du groupe des bailleurs de fonds du continent, en particulier dans le secteur des télécommunications et du partenariat public-privé. À titre d'exemple, on peut citer le câble sous-marin de télécommunications, l'aéroport Enfidah de Tunisie, le projet de route à péage Dakar-Diamniado, l'autoroute N'Diass au Sénégal, et le projet hydroélectrique Gibe en Éthiopie. Les partenariats public-privé dans le secteur de l'agriculture sont également en train d'être établis et rattachés aux opérations du secteur financier dans le but de promouvoir les petites et moyennes entreprises.

5.4 Intensification des investissements dans le secteur public

Outre le renforcement des opérations du secteur privé et de l'aide d'urgence en réponse à la crise, les opérations du secteur public ont également été consolidées. À la fin de 2009, la Banque a financé des projets du secteur public à hauteur de plus de 6 milliards d'UC, dont 4,3 milliards

d'UC pour les pays à revenu intermédiaire. Ces chiffres sont supérieurs de plus de 300% aux projections antérieures estimées à 1,34 milliards d'UC. D'autre part, le FAD a fourni 1,8 milliard d'UC aux PMR en 2009, traduisant ainsi une concentration importante de ressources en début de période.

La réponse de la Banque à la crise financière a continué d'être guidée par sa stratégie à moyen terme à la fois pour les guichets BAD et FAD. Les prêts destinés à l'infrastructure représentaient 58,6 % (soit 3,791 milliards d'UC) de l'ensemble des financements du secteur public, tandis que ceux ciblant les opérations liées à un programme, notamment l'appui budgétaire et les opérations concernant la gouvernance, représentaient 35,3% (soit 2,286 milliards d'UC) des financements. Ces dernières opérations comprennent le prêt substantiel accordé au Botswana au cours de l'année. Selon les projections du budget récemment approuvé pour la période 2010-2012, la dynamique du secteur sera maintenue en 2010.

De même, malgré les demandes accrues des pays membres régionaux, les innovations ultérieures et la souplesse renforcée des instruments de la Banque, l'accent mis sur la sélectivité a permis de rester focalisé sur le mandat de la Banque. L'augmentation des ressources humaines et l'amélioration des processus internes ont également contribué à accélérer la prestation des services de la Banque. Néanmoins, de nouvelles réformes et innovations seront entreprises afin de préserver les gains récemment acquis.

5.5 Amélioration de la capacité organisationnelle et de l'efficacité

Malgré la volonté de la Banque de jouer un rôle contracyclique, ses interventions sont restées alignées sur son orientation stratégique qui consiste à assurer le financement du développement à plus long terme. Les interventions de la Banque ont été conformes à ses orientations stratégiques et ont porté sur quatre piliers de sa Stratégie à moyen terme 2008-2012: (i) infrastructure ; (ii) développement du secteur privé ; (iii) gouvernance et (iv) enseignement supérieur.

Dans ce processus, le Groupe de la Banque a continué de renforcer sa capacité à gérer efficacement l'augmentation des volumes et des instruments d'aide au développement, en vue de maintenir les normes les plus élevées de gouvernance d'entreprise et d'intégrité dans l'exécution de son mandat. En dépit d'un contexte économique difficile en 2009, tous les trois guichets du Groupe de la Banque (BAD, FAD et FSN) devraient continuer à enregistrer des résultats positifs. Ces résultats témoignent non seulement de l'efficacité avec laquelle les principales opérations du Groupe de la Banque ont été menées, mais aussi des effets positifs de la reprise des activités de trésorerie du Groupe de la Banque sur les marchés financiers.

La Banque continue de bénéficier des cotes de crédit les plus élevées de toutes les grandes agences de notation, grâce essentiellement à l'appui ferme et continu des pays membres régionaux et non-régionaux, et aux politiques prudentes et proactives de gestion financière et de risques mises en œuvre. En raison de cette excellente cote de crédit, la Banque a pu mobiliser des fonds sur les marchés de capitaux à des taux très attractifs, malgré les bouleversements importants enregistrés dans les marchés financiers ces 18 derniers mois. En 2009, la Banque a levé plus de 4,8 milliards d'UC (soit plus de 7,5 milliards de dollars) sur les marchés financiers à un coût moyen pondéré indexé au Libor à environ 6 mois. Au moment où le système financier mondial traversait une crise sans précédent, la capacité à tirer parti de sa cote de crédit AAA et à emprunter de l'argent à des taux attractifs, combinée à un niveau de capitalisation élevé en début

d'année, ont permis à la Banque d'accroître ses activités d'aide au développement de manière significative et de jouer son rôle contracyclique dans le continent.

En effet, la Banque est consciente de la nécessité de s'adapter continuellement à cet environnement dynamique. À cet égard, une évaluation, à l'échelle institutionnelle, du cadre et des processus de gestion des risques du Groupe de la Banque est en cours, en vue de formuler des recommandations pour de nouvelles améliorations. Les résultats de cette évaluation seront présentés au Conseil des gouverneurs en temps opportun.

L'année 2009 a vu la Banque consolider davantage ses efforts visant à se rapprocher des PMR, ce qui a permis d'améliorer l'orientation client et la sensibilisation à travers la décentralisation. Au total, 25 bureaux étaient opérationnels au 31 décembre 2009, contre 22 à la fin 2008. Plus important encore, le nombre de fonctionnaires des bureaux extérieurs est en hausse, conformément à l'objectif de la Banque qui consiste à accroître sa visibilité et ses capacités sur le terrain. L'intensification de la décentralisation s'accompagne d'une attention accrue portée aux contrôles internes et de la mise en place de meilleurs systèmes de communication et de coordination.

L'amélioration des capacités des ressources humaines a constitué un volet essentiel de la réforme interne de la Banque. C'est dans cette optique que la Banque met en œuvre sa stratégie des ressources humaines axée sur (i) le recrutement et le déploiement de personnel de haut calibre vers les opérations et les bureaux régionaux et nationaux et (ii) un cadre de rémunération et d'avantages sociaux plus compétitif et plus rationnel destiné à attirer et à retenir un personnel hautement qualifié.

L'amélioration de la technologie en appui aux opérations de la Banque est également essentielle pour rationaliser les flux de travail, doter le personnel d'outils nécessaires à l'exécution de leurs fonctions et à l'instauration d'une communication efficace au sein de la Banque, et entre la Banque et ses actionnaires. Le plan comprend des services de télécommunications intégrés à large bande, qui ont amélioré la fiabilité et le débit des télécommunications. Enfin, une mise à niveau de la plateforme de planification des ressources de la Banque (SAP) a récemment été lancée. Cette modernisation générale devrait aider non seulement à rationaliser davantage le traitement des transactions, mais également à renforcer les outils de communication d'information et d'appui à la prise de décisions, compte tenu de l'augmentation du volume des opérations de la Banque.

5.6 Appel pour l'augmentation du volume des ressources de la Banque

La baisse des recettes d'exportation et des entrées de capitaux a engendré des besoins substantiels et croissants de financement des PMR de la Banque. En conséquence, la Banque a enregistré une hausse spectaculaire des demandes de ressources. Plus précisément, les demandes de prêt à la Banque avant la crise étaient estimées à 5 milliards d'UC en 2009, mais avec la crise, elles sont passées à 8 milliards. Les discussions entre la Banque et les pays membres régionaux font également apparaître une forte augmentation de la demande de ressources auprès de la Banque chiffrée à quelque 8 milliards d'UC par an entre 2010 et 2011. Cette demande accrue traduit l'aggravation du déficit de financement préexistant, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures et singulièrement en matière d'électricité et de transport. La nouvelle

demande pousse la Banque vers sa capacité de prêt maximale. À ce rythme, la Banque épuisera bientôt son enveloppe de prêt et des ressources supplémentaires seront nécessaires pour permettre à l'institution de continuer à aider efficacement ses membres en ces moments difficiles.

Le volume des demandes de prêts à la Banque devrait rester élevé à moyen et à long termes grâce à une combinaison de deux facteurs importants. Premièrement, au moment où le continent enregistrait une accélération de la croissance avant la crise, les taux de croissance n'étaient pas assez élevés pour permettre des progrès suffisants vers la réalisation des OMD. Le continent continue de faire face aux déficits de financement structurel, en particulier dans les domaines de l'infrastructure. Ces déficits ont été aggravés par la crise, et devront être résorbés, même après la reprise. Deuxièmement, la Banque s'est affirmée comme un partenaire de choix pour les PMR, y compris les pays à revenu intermédiaire qui empruntaient traditionnellement sur les marchés internationaux. À titre d'illustration, au 3ème trimestre 2009, la Banque africaine de développement était le plus grand prêteur en Afrique pour les pays du guichet BAD, suivie par la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale. L'accès limité des PMR aux financements sur les marchés financiers et la confiance accrue dans la Banque en tant que prêteur de choix entraîneront des niveaux de demandes élevées pour les ressources de la Banque. En même temps les PMR ont amélioré, de manière significative, leurs capacités de gestion macro-économique ainsi que la transparence et, sont de ce fait capables d'absorber des niveaux élevés de flux de ressources extérieures.

Pour ces raisons, la Banque est appelée à porter ses activités à des niveaux toujours plus élevés qu'avant la crise. Sans une augmentation substantielle de ses ressources, elle n'y parviendra pas. La Banque lance donc un appel à ses membres pour l'accroissement de ses ressources à travers une augmentation générale du capital et une reconstitution des ressources du FAD.

Conclusion

En dépit des énormes défis de 2009, la Banque a conclu l'année avec un succès retentissant. Compte tenu de l'ampleur des défis qu'elle a entraînés, la crise a suscité des questions préoccupantes sur les capacités de la Banque en tant que principale institution de développement en Afrique et sur sa préparation et sa disponibilité à maintenir le cap du développement de l'Afrique dans des périodes de turbulences comme celle que nous venons de traverser. Au vu des réalisations que la Banque a pu enregistrer cette année, elle a démontré ces capacités à répondre aux attentes placées en elle, y compris dans des situations d'urgence critique.

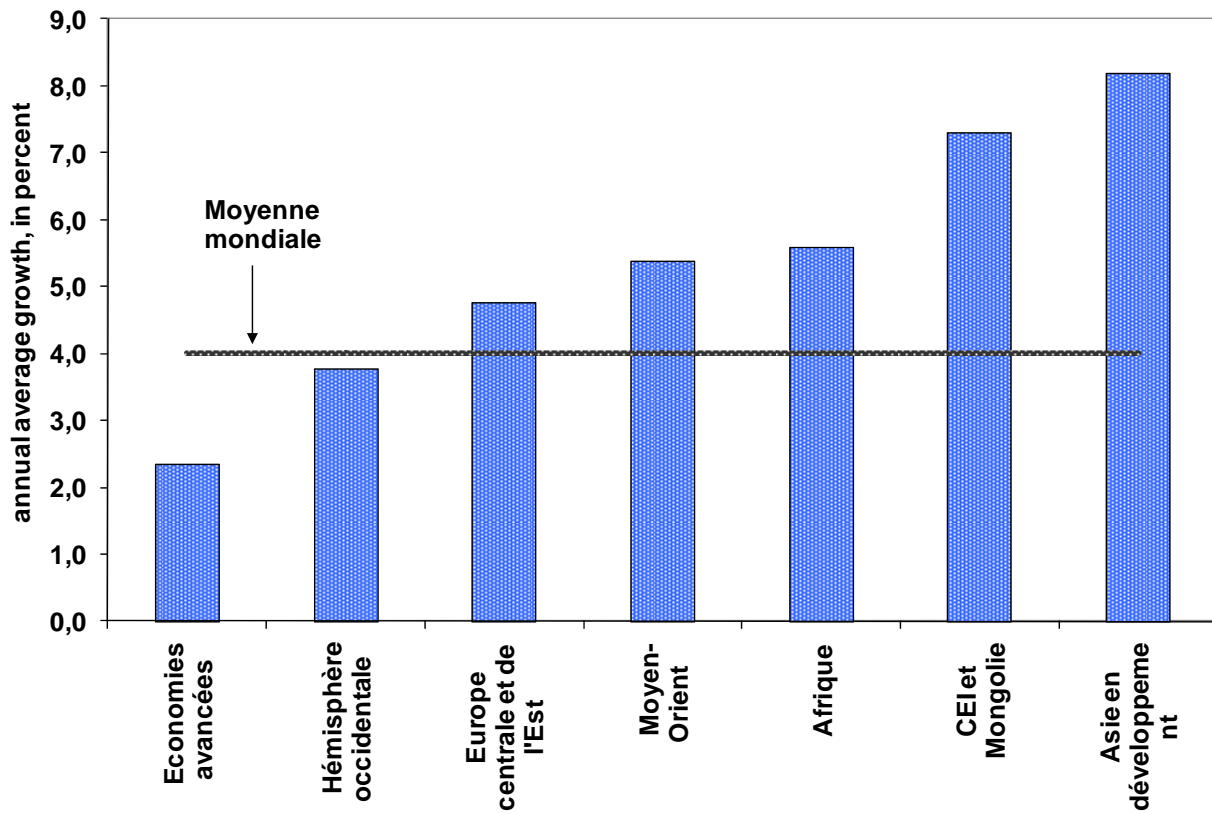
Les besoins de l'Afrique en matière de développement ont encore augmenté du fait des récentes crises économiques et financières mondiales, comme en témoigne l'augmentation récente et significative des demandes de financement enregistrées par la Banque. Même avant la crise, la Banque avait déjà renforcé sa visibilité auprès de ses membres par le dialogue, l'accroissement des activités de prêt et de non prêt, et une réponse efficace et rapide à leurs besoins. L'efficacité avec laquelle la Banque a géré la crise jusqu'à présent ne peut que consolider son rôle en tant que partenaire de choix des PMR. Dans le même temps, la sollicitation accrue des ressources de la Banque a entraîné une utilisation plus rapide de celles-ci. Pour que la Banque maintienne son

niveau d'activité actuel et futur au-delà de 2010, des financements supplémentaires immédiats et urgents sont nécessaires sous la forme d'une augmentation générale du capital.

Même si les défis auxquels l'Afrique reste confrontée sont encore très nombreux, le continent est capable de tous les relever. Mais cela ne sera possible qu'avec l'appui continu de la Banque et les autres partenaires de développement et les efforts collectifs de la communauté internationale tout entière.

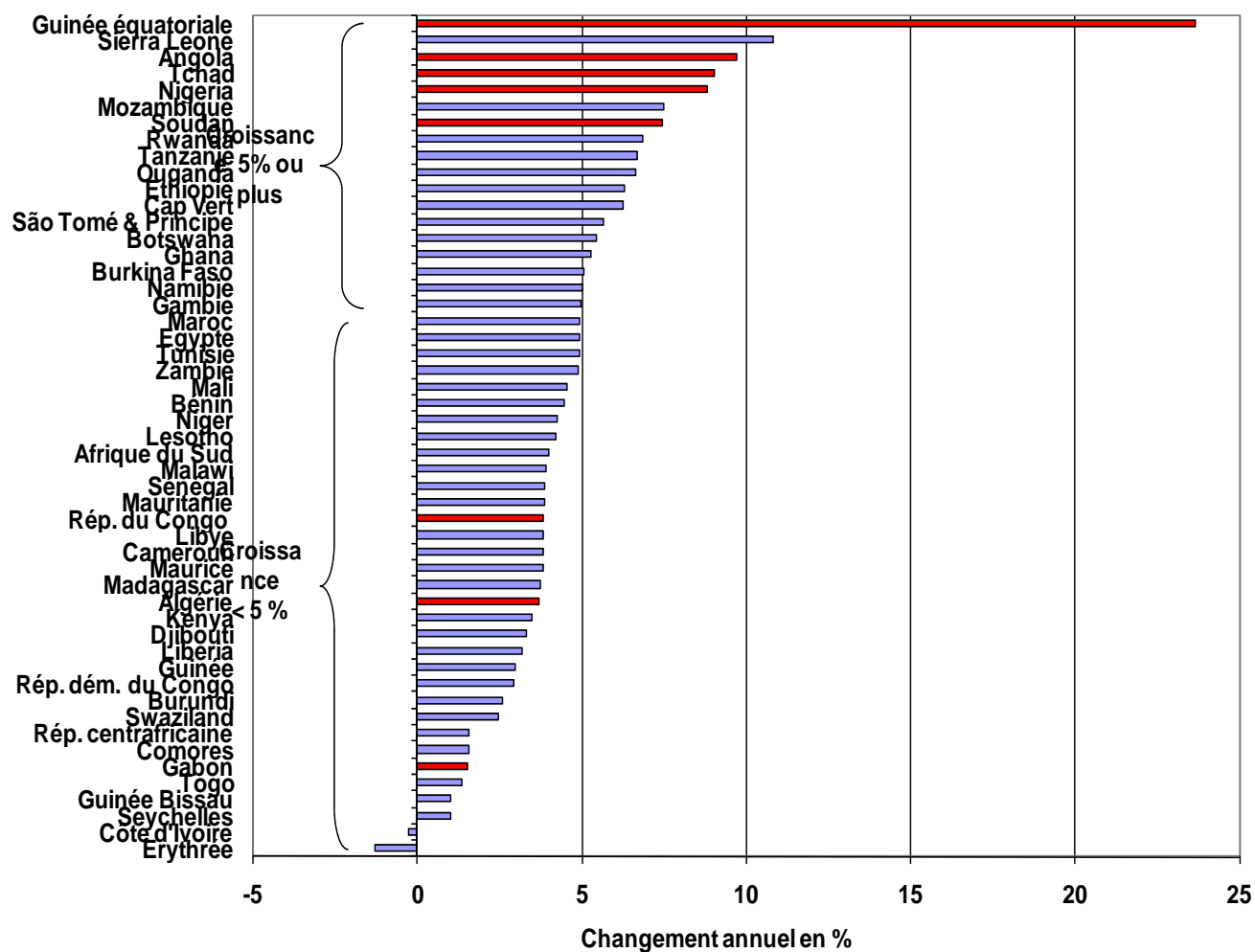
FIGURES

Figure 1
Croissance du PIB réel par région, 2000 - 2008



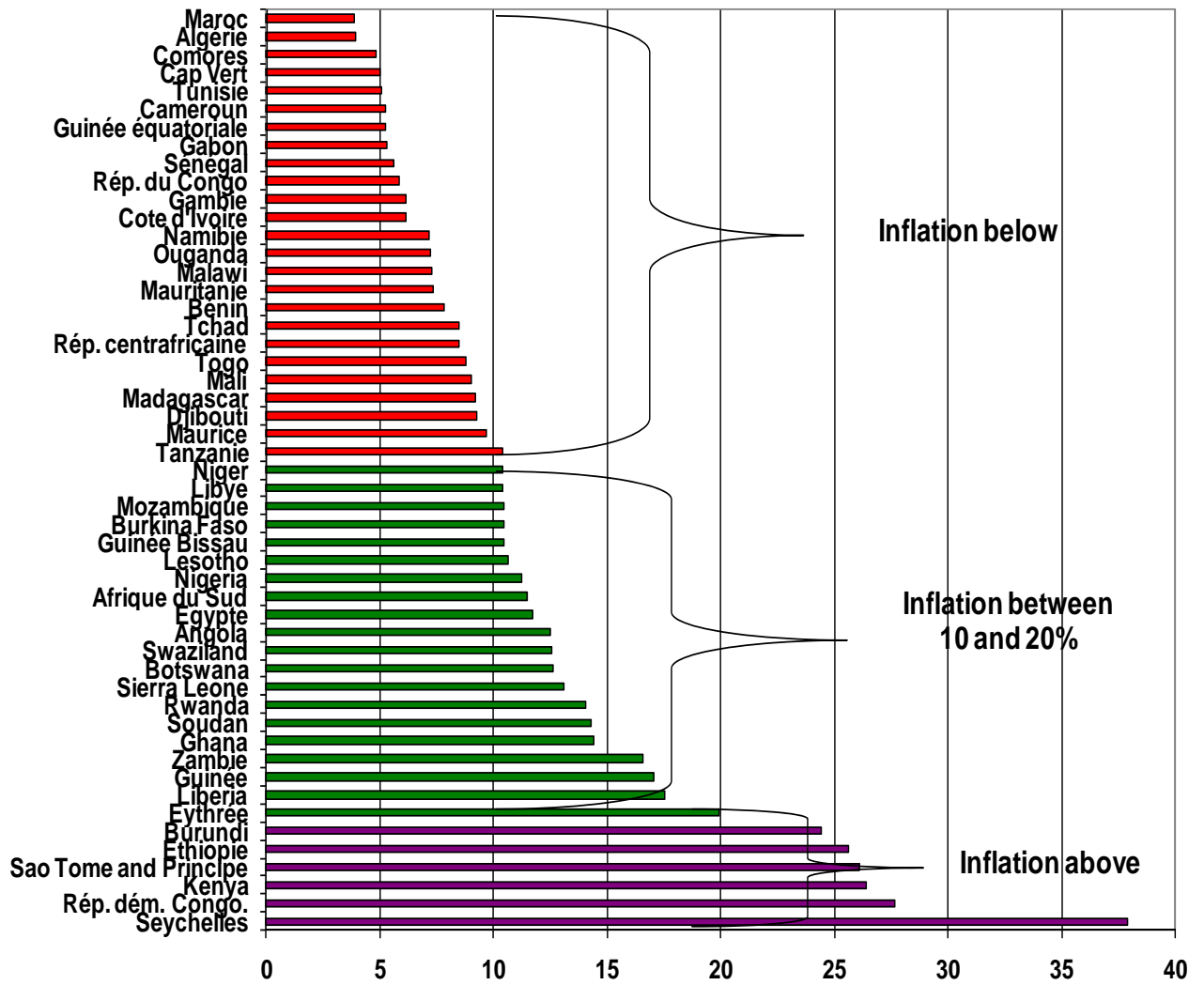
Source: Base de données FMI WEO (octobre 2009)

Figure 2
Croissance annuelle moyenne par pays 2000 – 2008, (en pourcentage) 1/



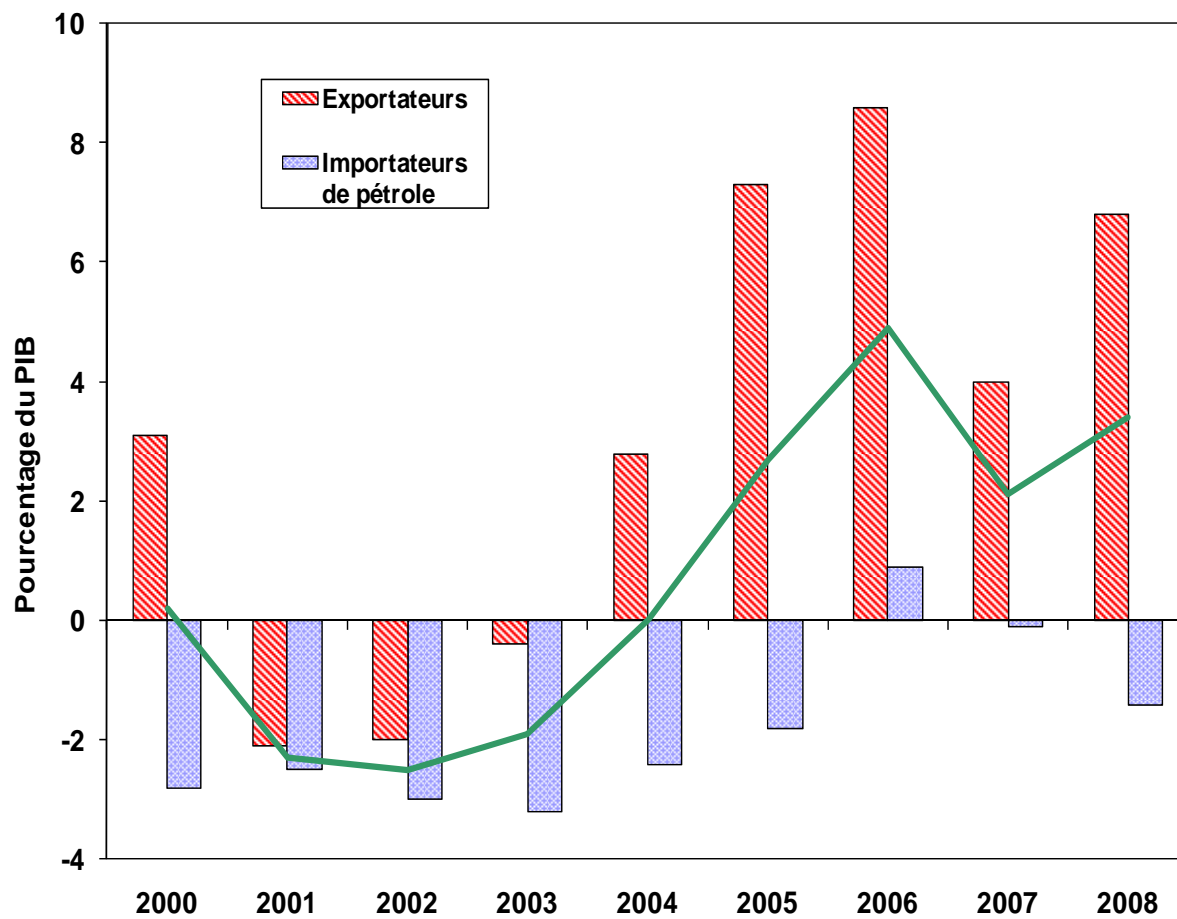
Source: Base de données, perspectives économiques en Afrique (octobre 2009). 1/ Exportateurs de pétrole en rouge. Zimbabwe et Somalie exclus

Figure 3
Inflation par pays en 2008 1/



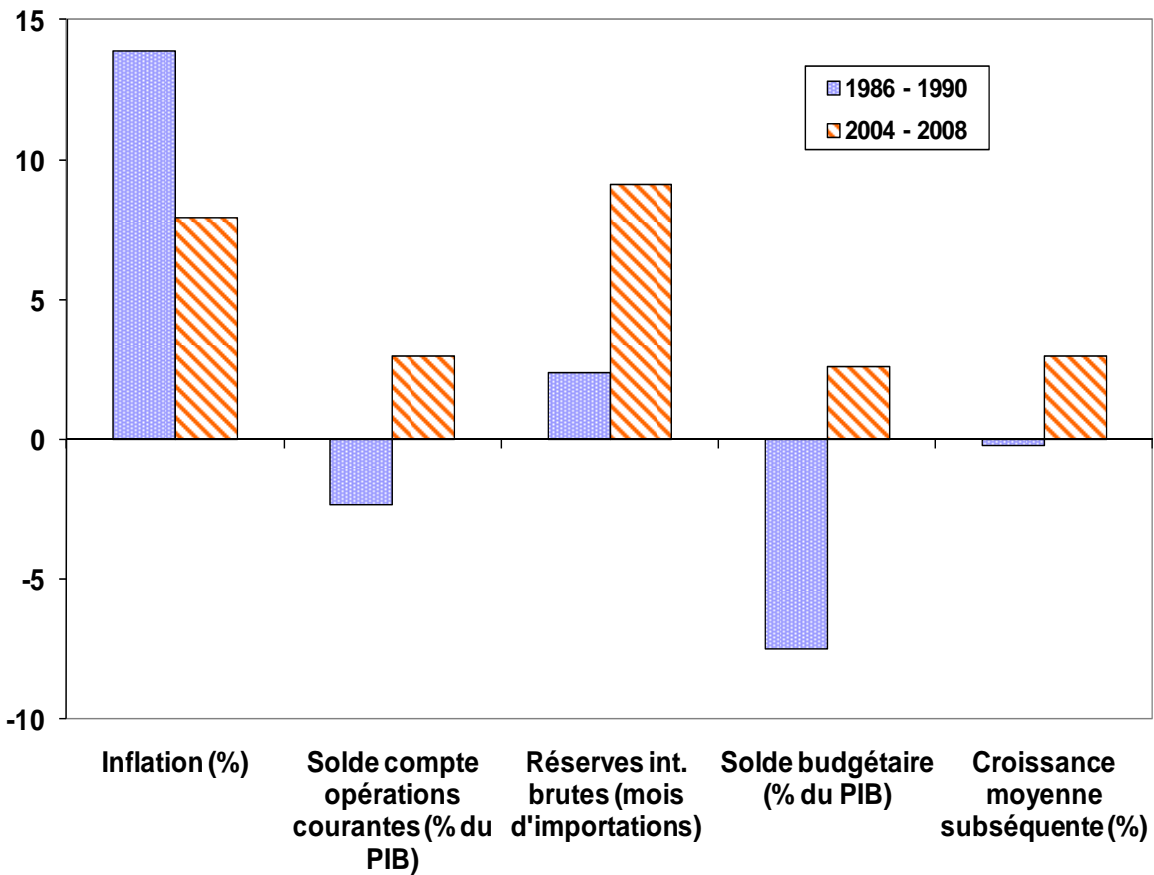
Source: Base de données, perspectives économiques en Afrique. 1/ Zimbabwe et Somalie exclus.

Figure 4
 Soldes budgétaires (y compris les dons) en Afrique, par sous-groupe, 2000 – 2008



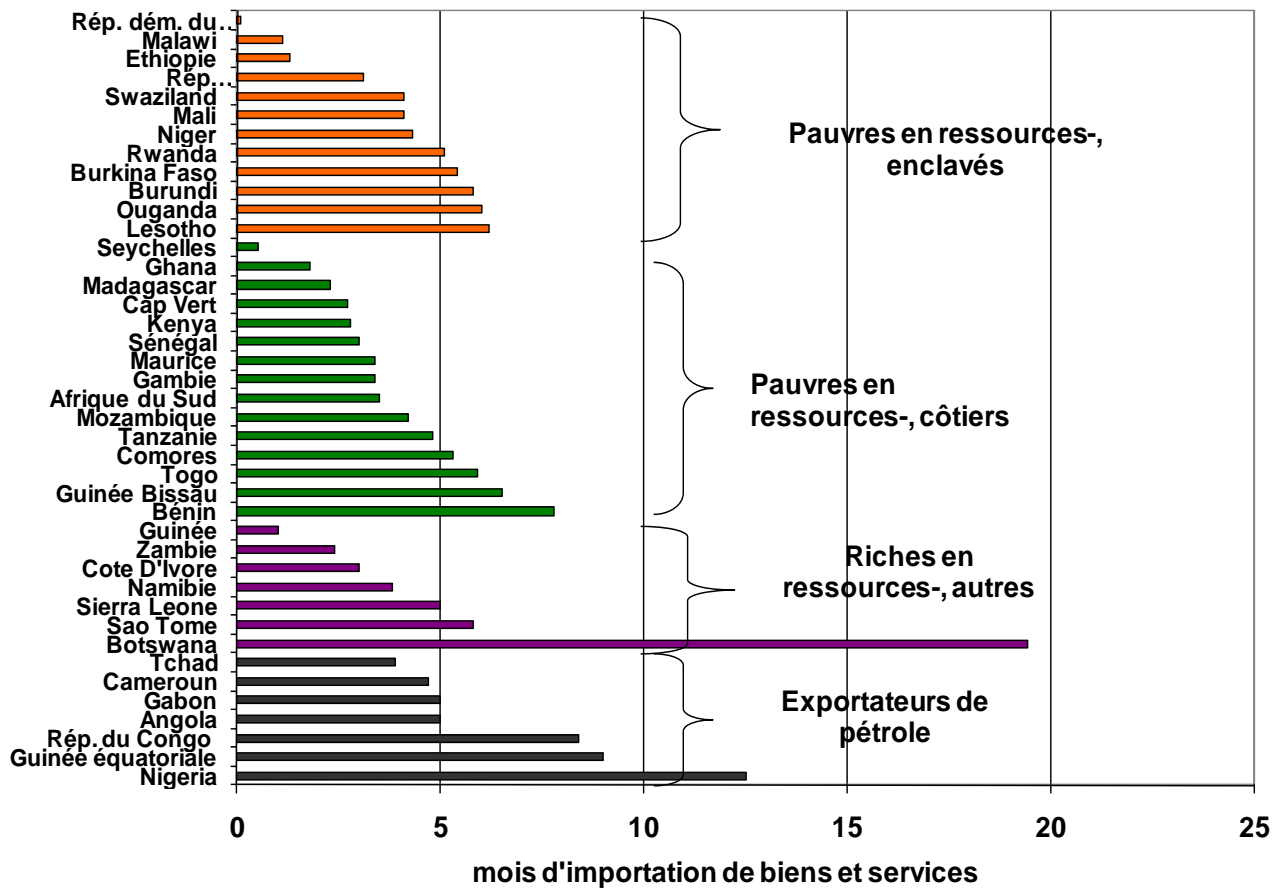
Source: Base de données, perspectives économiques en Afrique

Figure 5
Indicateurs macroéconomiques en Afrique avant les deux dernières crises



Source : Base de données, perspectives économiques en Afrique (octobre 2009). 1/ Les soldes budgétaires de paiements courants comprennent les dons 2/ Moyenne des taux de croissance réels en 1991 et 1992 pour la première récession et taux de croissance prévisionnels 2009 -2010 pour la seconde récession.

Figure 6
Couverture des réserves d'importation des biens et services, 2008



Source: Perspectives régionales du FMI pour l'Afrique sub-saharienne

Figure 7a
Changement dans la balance commerciale 2008 en tant que % du PIB 2006

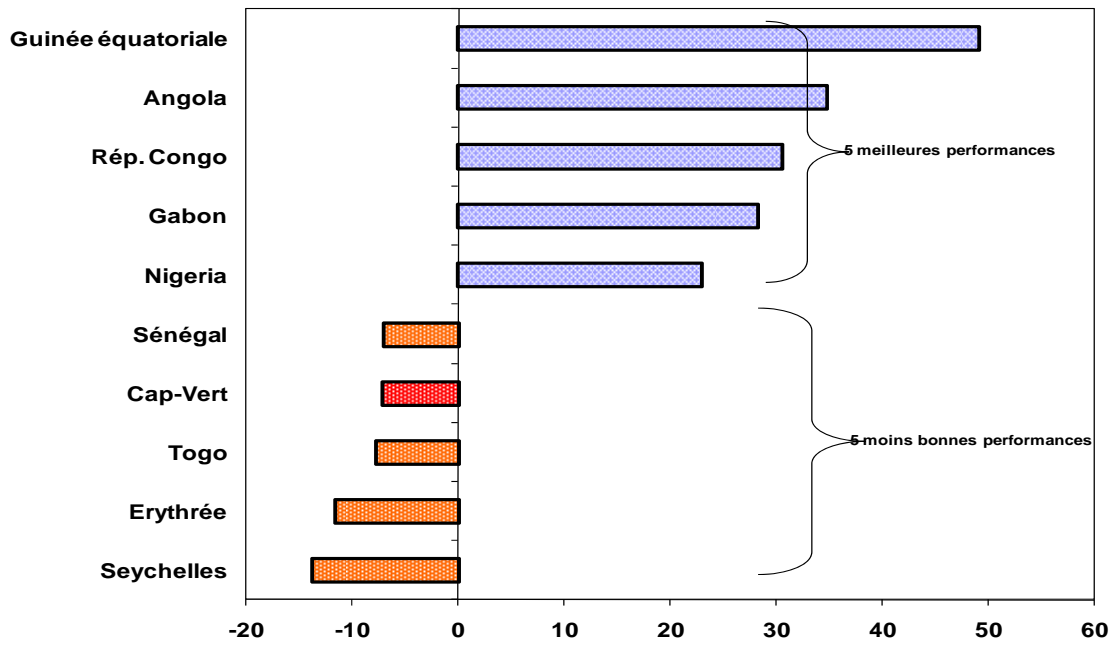
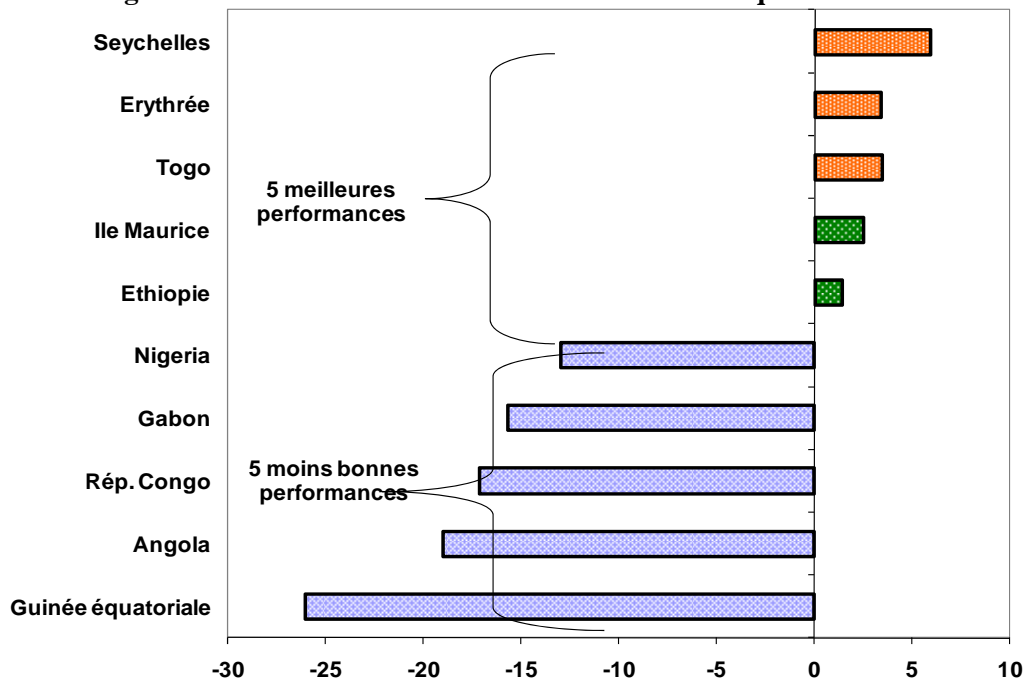


Figure 7b
Changement dans la balance commerciale 2009 en tant que % du PIB 2006



Source: Banque africaine de développement et Banque mondiale

Figure 8

Evolution dans les arrivées de touristes (jan.-avr. 2009 par rapport à jan.-avr. 2008)

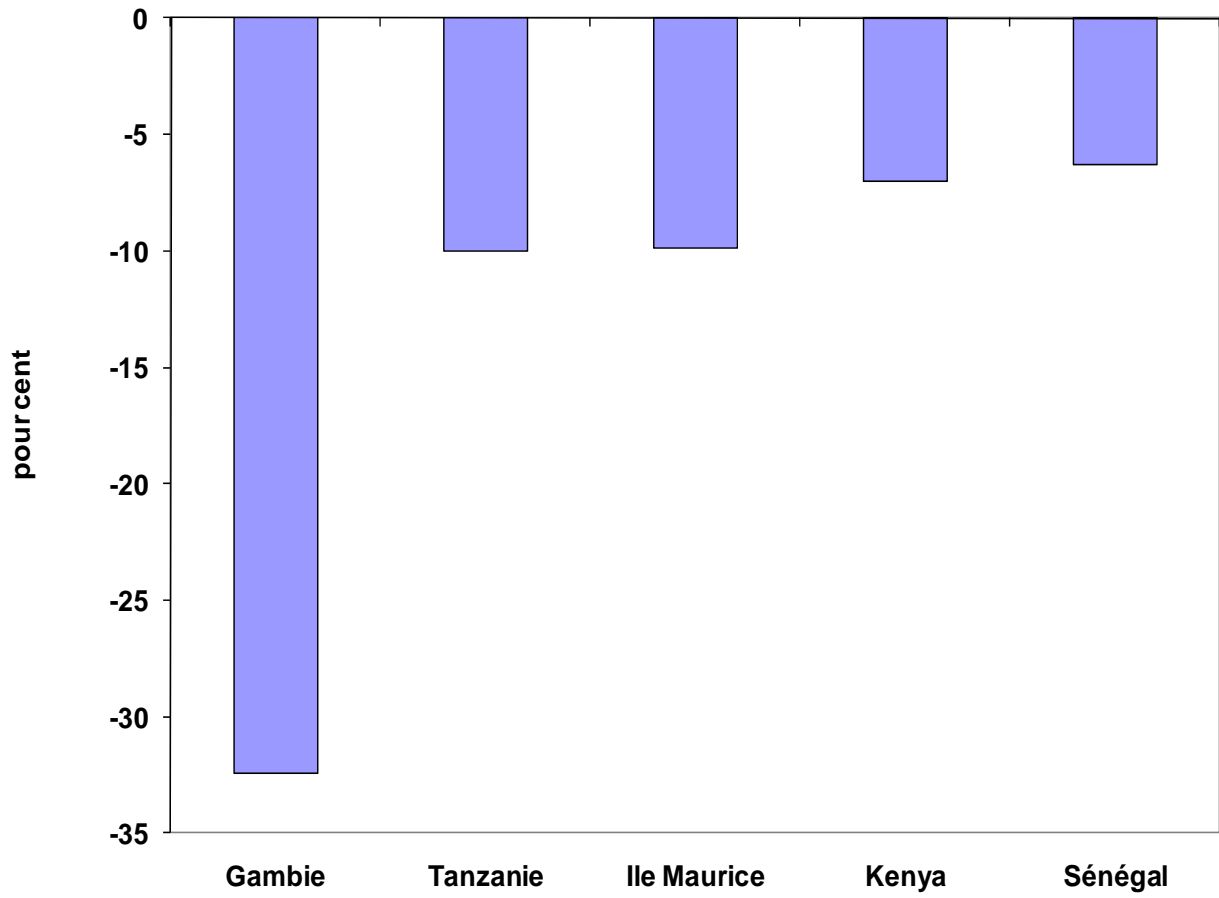
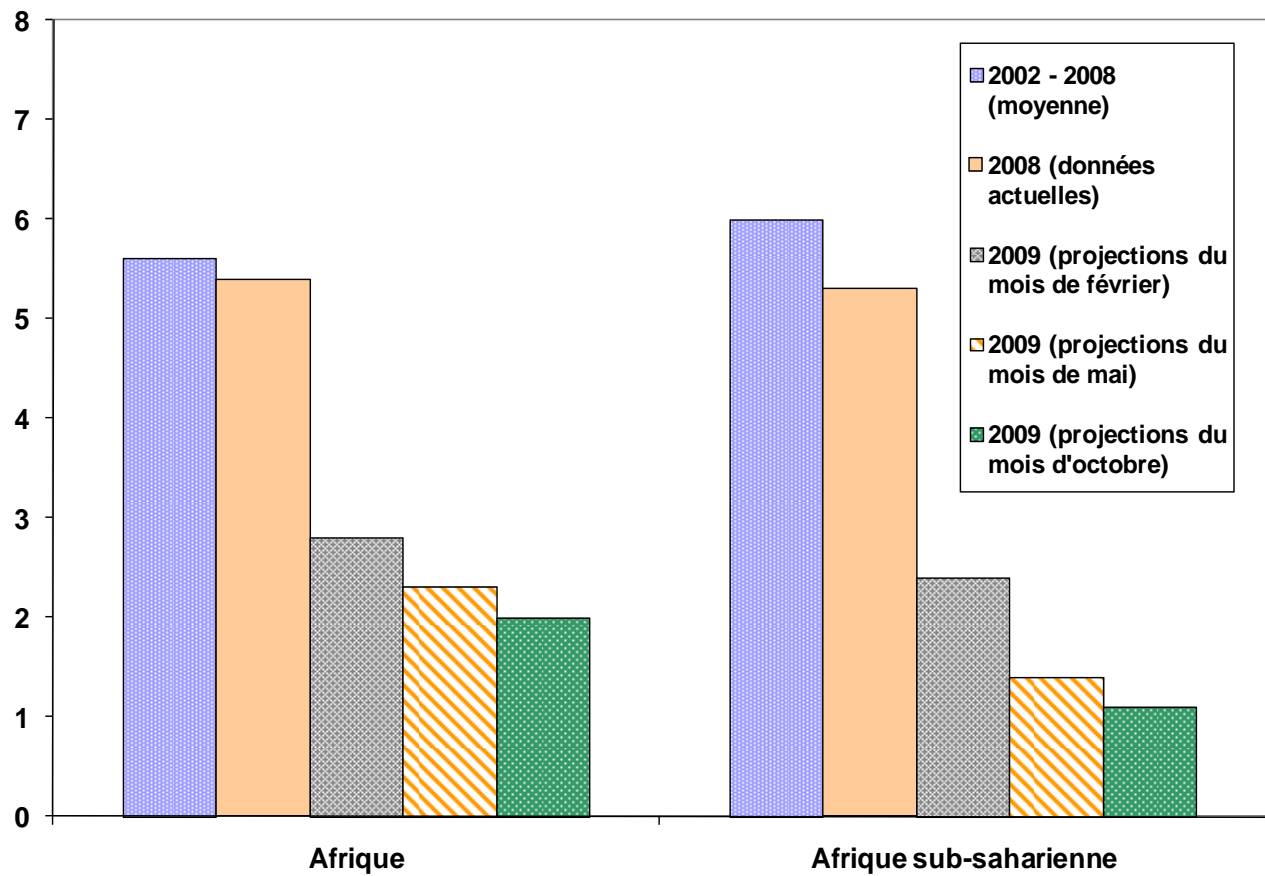


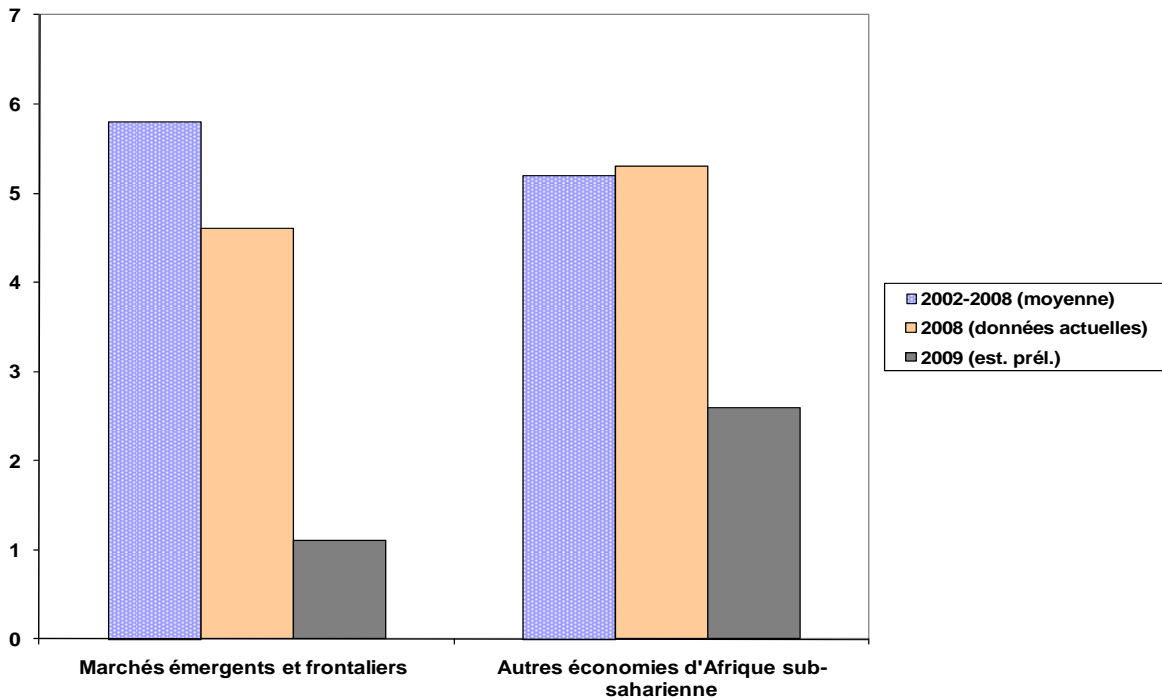
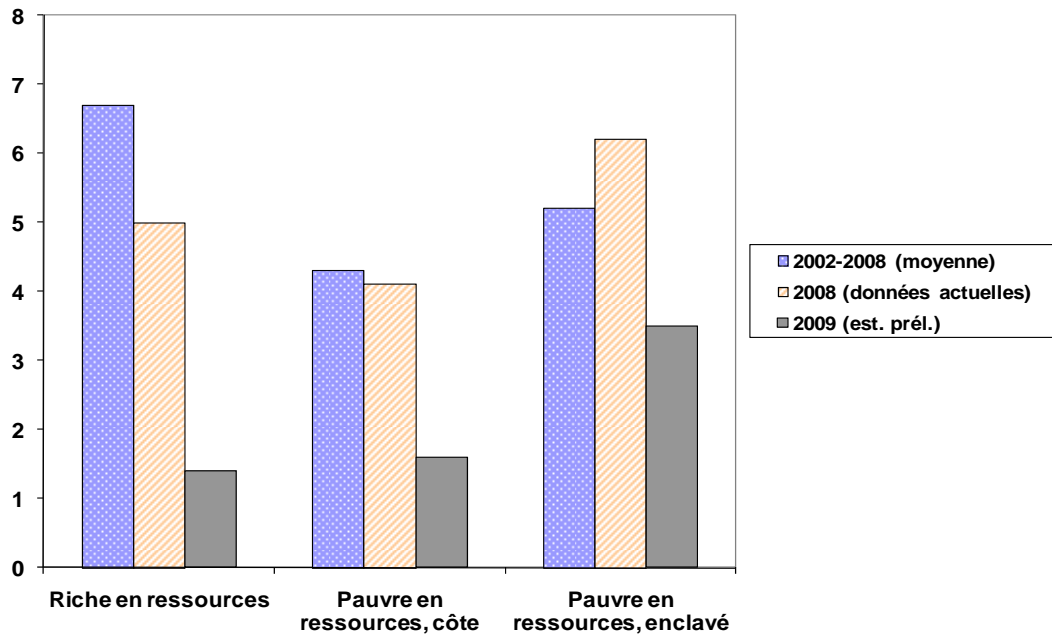
Figure 9
Croissance du PIB réel en Afrique et en Afrique sub-saharienne



Source: Base de données, perspective économique en Afrique

Figure 10

Croissance du PIB dans les sous-groupes de l'Afrique sub-saharienne (%) 1/



Source : Base de données et perspectives économiques en Afrique (octobre 2009) et estimations des auteurs (moyennes non pondérées). 1/ La classification des pays figure en annexe.

Figure 11

“Double déficit ”: changement dans les soldes budgétaires et de comptes courants en 2009 par rapport 2008/

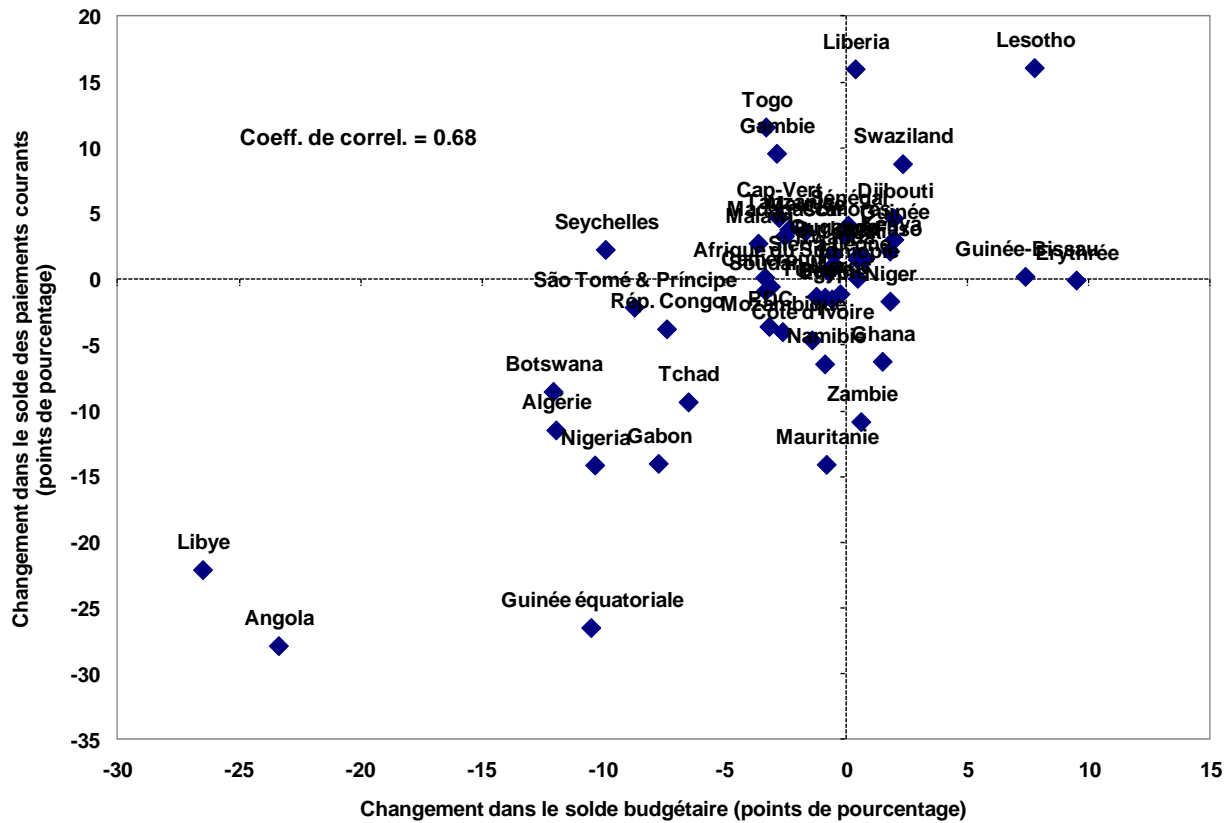
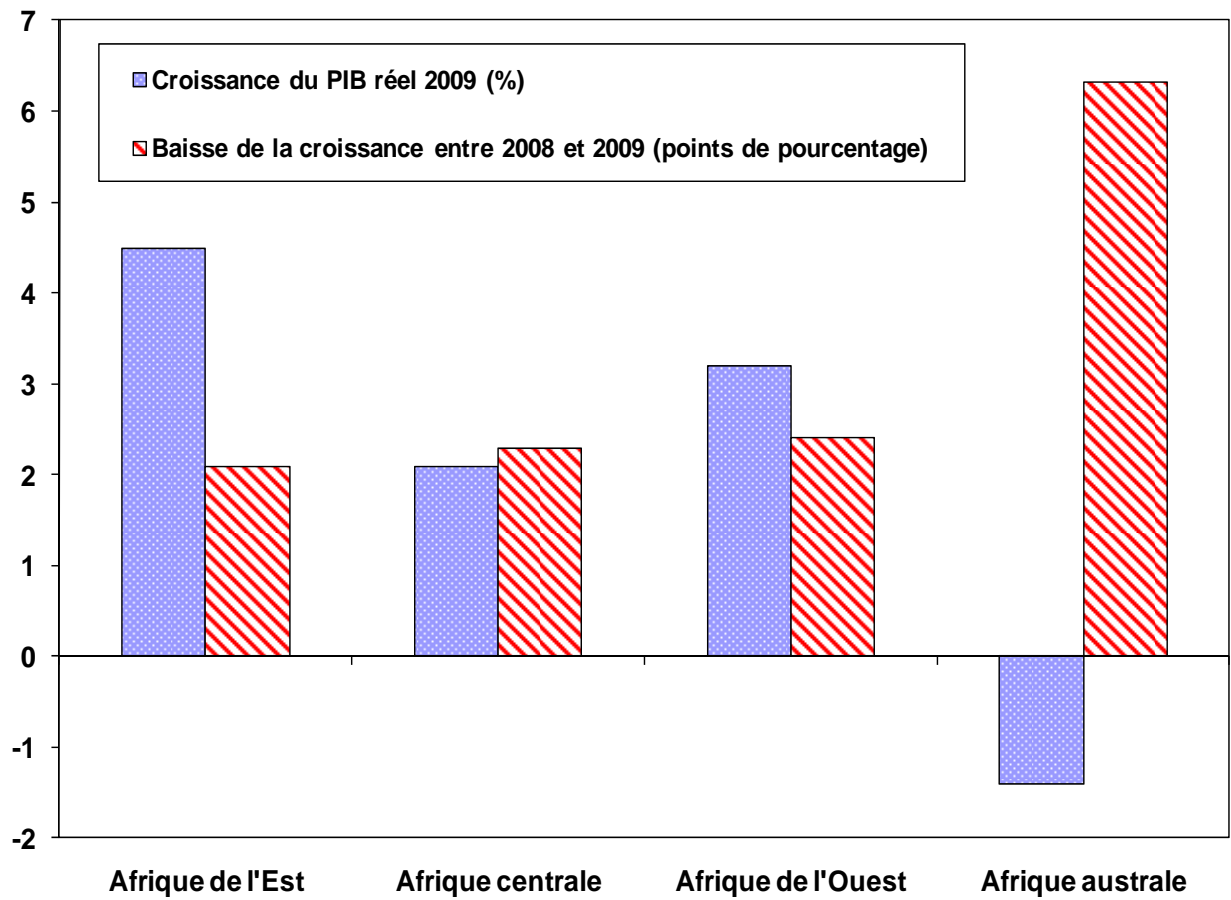
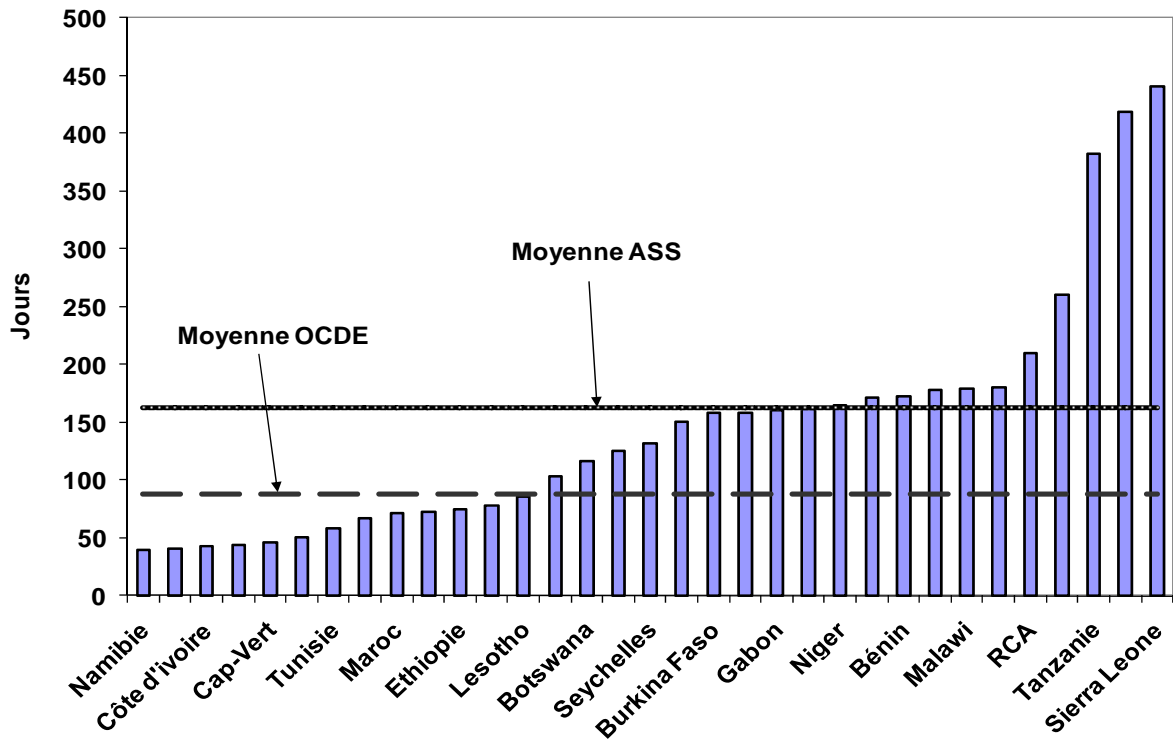


Figure 12
Croissance du PIB réel dans les sous régions de l'Afrique



Source: Base de données, perspective économique en Afrique

Figure 13
 Délais pour l'obtention de l'électricité en 2009



Source: Procédures opérationnelles de la Banque mondiale

Figure 14
Proportion des heures ouvrables perdues due aux délestages

